



HAL
open science

Société civiles et élites politiques : le cas de la France

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Société civiles et élites politiques : le cas de la France. Catherine Colliot-Thélène et Philippe Portier. La métamorphose du prince. Politique et culture dans l'espace occidental, Presses universitaires de Rennes, pp.195-203, 2014. halshs-00819926

HAL Id: halshs-00819926

<https://shs.hal.science/halshs-00819926>

Submitted on 2 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Société civile et élites politiques : le cas de la France

Pierre Bréchon¹

Chaque société civile a-t-elle une classe politique à son image ? Il est très difficile de répondre à cette question par une analyse sur le seul cas de la France. Dans l'idéal, il faudrait mener des enquêtes comparatives pour un ensemble de pays avec dans chacun d'eux, une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population et une enquête sur les élites politiques. On pourrait ainsi repérer si les pays ayant certaines caractéristiques au niveau de leur société civile partagent aussi certains traits communs au niveau de leur classe politique. A ma connaissance, ce type d'outil doublement comparatif n'existe pas. On dispose seulement de quelques études nationales avec un questionnaire apparié, posant des questions semblables aux citoyens et à leurs élites².

En l'absence de grande enquête comparative, je vais me contenter d'explorer les résultats des enquêtes sur les valeurs des Français de 1981 à 2008 (Bréchon, Tchernia, 2009 ; Bréchon, Galland, 2010) pour essayer de dégager quelques traits de la société française³ comparée aux sociétés européennes, d'après ce qu'on en mesure avec le même questionnaire administré dans tous les pays européens (Bréchon, 2002 et 2007). Je tenterai à partir de là quelques hypothèses sur les effets de ces caractéristiques sur les élites politiques et la sphère publique.

¹ Pierre Bréchon est professeur de science politique à Sciences po Grenoble, dont il est directeur honoraire. Il est aussi chercheur à PACTE/CNRS et président d'ARVAL, association pour la recherche sur les systèmes de valeurs. Spécialiste de sociologie électorale et des enquêtes d'opinion, il coordonne la réalisation en France de la *European Values Survey* et de l'*International Social Survey Programme*.

² Par exemple, l'enquête allemande présentée ici même par Ulrich Bielefeld. On peut aussi citer le Portugal : s'appuyant sur une enquête électorale de 2006 (Participation et délibération démocratique, ISCTE Lisbonne), Ana Maria Belchior (2010) a conduit en 2007 une enquête auprès des députés pour mesurer le degré de proximités des deux populations sur trois dimensions : les représentations idéologiques, les attitudes envers la démocratie et les perceptions de la représentation politique. En France il y a eu plusieurs enquêtes auprès des députés, notamment : Cayrol. Parodi, Ysmal, 1973 ; Duhamel, 1991 ; Philip Converse et Roy Pierce, 1986 ; Costa et Kerrouche, 2007. Ces différents travaux insistent surtout sur le métier de député, sa professionnalisation, ses spécificités en matière de profil sociodémographique et de socialisation familiale, mais peu sur les éventuelles différences idéologiques avec les citoyens, sauf ceux de Converse et Pierce, qui s'appuient sur un sondage auprès des candidats aux législatives de 1967 et de 1968, dont les résultats sont comparés à ceux d'un panel d'électeurs en trois vagues (1967, 1968, 1969). Une enquête récente a été faite sur les enjeux écologiques (échantillon de 200 parlementaires), avec des questions souvent identiques à des enquêtes antérieures auprès d'échantillons représentatifs de citoyens. Voir www.cevipof.com.

³ Pour connaître le processus d'enquête sur les valeurs des Français et des Européens, voir www.valeurs-france.fr

Une forte sécularisation

La France est un pays à la fois de vieille tradition catholique et de vieille culture laïque (Willaime, 1998). Le rapport des Français au catholicisme s'est beaucoup affaibli au cours du XXème siècle, particulièrement dans sa deuxième moitié. Il n'y a plus que 42 % de catholiques contre 70 % en 1981. Il n'y a plus de socialisation massive aux valeurs religieuses catholiques parmi les enfants. La France est aujourd'hui un des pays les plus sécularisés d'Europe avec 17 % d'athées convaincus et 33 % de personnes se déclarant sans appartenance confessionnelle. L'indifférence religieuse et les croyances très incertaines, sur le modèle possibiliste, sont très dominantes.

Relativisme moral, permissivité privée, tolérance, mais ordre public

Ce processus de sécularisation – qui n'est certainement pas achevé - peut contribuer à expliquer aussi la domination d'une conception relativiste de la morale : seuls 13 % des Français se déclarent en 2008 partisans d'une stricte morale de principes. La France est, avec les pays nordiques, l'une des sociétés les plus relativistes en matière morale. La demande de liberté et de permissivité dans la vie privée y est aussi très forte. L'état, les institutions, autrui n'ont pas à contrôler comment chacun conduit sa vie privée, comment il vit sa sexualité et ce qu'il fait de son corps. La demande d'autonomie individuelle et de libre choix est très développée. On a assisté à la montée de ce qu'on peut appeler une culture de l'individualisation. De ce point de vue, la France est plutôt devenue un pays de l'Europe du nord⁴. La demande de permissivité dans la vie privée s'accompagne paradoxalement de demandes renforcées d'ordre public. Le respect de l'autorité est considéré comme une bonne chose par 79 % des Français en 2008 contre 60 % en 1981. Nos concitoyens semblent de plus en plus vivre selon le slogan : « Fais ce que tu veux dans ta vie privée mais respecte l'ordre public ». Cet écart entre les deux attitudes apparaît clairement dans le tableau suivant. Les Français trouvent de plus en plus justifiés les comportements relevant de la sphère privée (homosexualité, avortement, divorce, euthanasie, fécondation in vitro) alors qu'ils rejettent au moins autant qu'avant certains comportements dans l'espace public (voler une voiture, consommer de la drogue, accepter un pot de vin, tricher dans sa déclaration d'impôts, ne pas payer ses billets dans les transports publics).

⁴ La distinction entre pays d'Europe du nord et du sud est évidemment rudimentaire. Elle permet d'expliquer certaines différences sociétales mais masque aussi la dynamique culturelle propre à chaque pays.

	1981	2008	Différence
Fécondation in vitro	-	6.84	-
Euthanasie	4.71	6.55	+ 1.84
Divorce	5.31	6.46	+ 1.15
Avortement	4.89	5.66	+ 0.77
Homosexualité	3.16	5.51	+ 2.35
Ne pas payer ses billets de train et de bus	2.47	2.61	+ 0.14
Tricher dans sa déclaration d'impôts	3.22	2.48	- 0.74
Accepter un pot de vin	2.49	2.01	- 0.48
Consommer de la drogue	1.76	1.98	+ 0.22
Voler une voiture	1.48	1.33	- 0.15

Source : Valeurs des français, notes moyennes entre 1 « jamais justifié » et 10 « toujours justifié »

Si chacun veut pouvoir vivre comme il l'entend dans sa vie privée, cela suppose que soit reconnu un principe de tolérance à l'égard d'autrui et de ses pratiques (pour autant qu'elles ne deviennent pas des nuisances dans l'espace public). La tolérance est donc une condition sine qua non d'un vivre ensemble dans une société individualisée. Elle est de fait considérée comme la première qualité à encourager chez les enfants. 85 % des Français la citent comme une valeur centrale alors qu'ils ne sont que 33 % à citer l'obéissance comme qualité à inculquer. L'éducation est donc de plus en plus libérale et permissive.

La tolérance à l'égard d'autrui signifie aussi que chacun doit respecter l'autre différent de lui-même. Contrairement à ce que laissent souvent entendre les médias, la xénophobie est en baisse sensible : par exemple la préférence nationale à l'emploi n'est plus soutenue que par 41 % des Français contre 61 % en 1990. L'égalité de tous les êtres humains est un principe de plus en plus revendiqué, ce qui conduit aussi à moins facilement accepter les inégalités qu'autrefois.

Faiblesse du capital social...

Du point de vue de la sociabilité, les Français apparaissent assez peu conviviaux à l'égard d'autrui. Seuls un sur quatre (de manière très constante depuis 1981) fait spontanément confiance à autrui, alors que trois sur quatre disent que « On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ». Ce niveau très faible est assez similaire à ce qu'on peut observer dans certains pays à forte culture patriarcale (notamment dans l'Europe du sud) et dans certains pays pauvres de l'Europe centrale et orientale. Par contre la situation est très différente dans l'Europe du nord où 60 à 70 % des gens se font spontanément confiance (la mesure est là aussi très régulière).

De plus les Français ne sont pas aussi associatifs que certains le disent. Environ 40 % sont membres d'au moins une association (pourcentage lui aussi très stable), alors que le niveau est souvent double au nord de l'Europe. En 2008, ce taux d'adhésion oscille de 20 % au Portugal (25 % en Espagne et 26 % en Grèce) à 92 % au Danemark et 88 % aux Pays-Bas. Confiance à autrui et adhésion associative constituent les deux principaux indicateurs de ce qu'on appelle classiquement le « capital social ». Cette faiblesse du capital social de la France ne favorise pas la prise en charge collective des problèmes par les citoyens, on se décharge facilement sur les élites politiques dont beaucoup estiment qu'elles doivent prendre en charge tous les problèmes. Je garde en mémoire l'observation symptomatique d'un jeu de rôles avec des personnes de milieu rural : répartis par groupe de 6 ou 7, ils devaient jouer leurs réactions et actions, confrontés à l'arrivée d'une famille de chômeurs dans leur village. Dans chaque groupe, la première (et souvent principale) réaction était « Il faut en parler au maire ». L' élu de proximité – le seul élu qui ait d'ailleurs une bonne image auprès des Français – se voit investi d'une mission universelle : il doit faire face à toutes les situations difficiles dans une commune dont il est « l'homme orchestre ». La mise en place d'initiatives citoyennes pour gérer les problèmes sociaux n'est pas la réaction naturelle. La France reste un pays qui valorise peu les corps intermédiaires. De plus, d'après les enquêtes, le sens de la solidarité n'est pas très fort en France. On n'est probablement pas plus individualiste qu'autrefois (au sens d'égoïsme du chacun pour soi) mais on est traditionnellement assez peu solidaire d'autrui.

Peu politisés, les Français participent de façon plus intermittente aux élections

Pas très relationnels, pas très solidaires, les Français ne sont pas non plus traditionnellement très politisés, même si on note une petite croissance de la politisation ces dernières années (peut-être en partie explicable par la progression du niveau d'études et de l'information médiatique). De ce point de vue aussi, les Français appartiennent plutôt à l'Europe du sud qu'à l'Europe du nord. 43 % disent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, 45 % estiment que la politique est très ou assez importante dans leur vie, 17 % disent souvent discuter politique avec leurs amis et 52 % de temps en temps.

La participation électorale est très inégale selon les types de scrutin, mais on observe une certaine augmentation de l'abstention depuis la fin des années 1980. Ce qui augmente, ce n'est pas l'abstention permanente (ni d'ailleurs la non inscription sur les listes électorales (Bréchon, 2009), mais l'abstention intermittente. Il n'y a donc pas de progression de l'apathie

politique mais les citoyens ne se mobilisent que ponctuellement, lorsqu'ils ressentent les enjeux d'une élection. On vote beaucoup moins par principe qu'autrefois. On utilise son droit de vote lorsqu'on l'estime important. Seules les générations âgées gardent un assez fort sens du devoir électoral. Comme dans de nombreux domaines, la culture d'individualisation se fait donc aussi sentir dans le rapport au vote.

Une crise de la représentation sur fond de pessimisme sociétal

Le fait de voter moins régulièrement est probablement aussi lié – au moins en partie - au désamour des Français pour leurs élites politiques. L'image des hommes politiques, jamais très bonne, est devenue encore plus mauvaise ces dernières années. Les élus sont davantage critiqués qu'avant, l'image du parlementaire est mauvaise, celle du dirigeant de partis est franchement calamiteuse. Seulement 1 % fait une grande confiance aux partis politiques et 17 % une certaine confiance.

La confiance aux institutions est en fait très contrastée. Si les partis politiques sont l'organisation à laquelle on fait le moins confiance, les institutions de l'Etat providence (Sécurité sociale, Education nationale, système de santé), qui assurent aux individus un égal accès à des services considérés comme essentiels restent très bien considérées. De même la confiance à l'armée et à la police, institutions qui assurent la sécurité publique, est forte. La confiance aux institutions qui incarnent la démocratie (le parlement, la presse, les syndicats, les grandes entreprises) est plus mitigée, avec des résultats sans grand changement depuis 30 ans. C'est un des aspects de la crise de la représentation. Cette crise de la représentation n'est pas propre à la France (elle existe dans tous les pays européens) mais elle y est particulièrement forte.

Ce qui reste assez spécifique à la France, c'est l'importance des critiques et le pessimisme concernant le système politique : 60 % des Français se déclarent insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays (le pourcentage n'était que de 47 % en 1999). En Europe de l'Ouest l'insatisfaction n'atteint un niveau semblable qu'en Grèce et au Portugal (58 %)⁵. La France est aussi dans le même trio des pays les plus pessimistes sur le fonctionnement du système de gouvernement. Celui-ci est évalué par les enquêtés à l'aide d'une note allant de 1 (très mal) à 10 (très bien). La note moyenne donnée par les Portugais

⁵ Le niveau d'insatisfaction concernant le fonctionnement de la démocratie n'est par exemple que de 43 % en Allemagne, 42 % en Espagne, 39 % en Belgique, 24 % au Danemark, 22 % en Suisse.

est de 3.71, par les Grecs de 3.85 et par les Français de 4.02 ; alors que la moyenne suisse est à 6.46, le Danemark à 5.81 et les Pays-Bas à 5.70. En fait beaucoup de nos contemporains se sentent plutôt heureux de la vie personnelle qu'ils mènent (même lorsqu'ils vivent modestement), mais trouvent détestable le climat social et politique, même lorsqu'ils disposent d'une situation sociale plutôt favorisée. Tout se passe comme si chacun aménageait son espace de relations individuelles, dans lequel il se trouve finalement assez heureux, parce qu'il a le sentiment de maîtriser et d'avoir barre sur ses relations de proximité. Alors qu'au contraire, beaucoup ont le sentiment de ne rien pouvoir changer à un fonctionnement social anonyme, dur, conflictuel, insécurisant.

Montée de l'action politique protestataire

Le pessimisme peut parfois se muer en protestation sociale. Si la participation électorale est en baisse, les actions politiques contestataires sont particulièrement nombreuses en France. La France est le pays de l'Europe de l'Ouest où la participation protestataire (dénombrée à travers les occasions de signer des pétitions, de manifester, de boycotter, de faire grève, d'occuper des locaux) est la plus forte : 45 % ont participé à au moins deux de ces activités (40 % au Danemark qui vient en second). Mais on trouve des pays où ces types d'actions politiques sont nettement plus rares : seulement 19 % en Irlande, 18 % en Autriche, 16 % en Grèce, 13 % au Portugal. Cette participation protestataire a cru assez fortement en France depuis 30 ans (de 24 % en 1981 à 45 % en 2008), notamment du fait de la montée du recours à la pétition et à la manifestation. Toutes les catégories sociales y participent désormais presque autant, ce n'est plus du tout une spécificité des classes populaires. On manifeste même d'autant plus qu'on appartient à des milieux favorisés ! De plus on a désormais des chances sérieuses d'être socialisé à la manifestation dans le cours de ses études, dès le lycée. Les jeunes qui ont été lycéens avant les années 1970 n'ont pas eu ces expériences.

Effets de la culture d'individualisation : de fortes attentes et déceptions politiques

La progression d'une culture de l'individualisation, définie comme une volonté d'autonomie des personnes, a été particulièrement forte en France et touche tous les grands domaines de la vie : prise de distance avec l'institution catholique, valorisation de relations familiales construites sur les riches relations de ses membres, volonté de développement personnel dans son travail, relativisme moral plutôt que suivi de principes intangibles, permissivité privée, valorisation de la tolérance vue comme la condition même d'un vivre ensemble entre individus originaux de la même société, affirmation de l'égalité entre les individus, rejet

croissant des inégalités, volonté de régulations protégeant l'individu contre les empiétements d'autrui, attitude critique à l'égard de certaines institutions politiques, affichage d'un optimisme sur soi-même mais aussi d'un pessimisme sociétal... Par ailleurs la France est un pays dont les liens sociaux restent assez traditionnels, verticaux puisqu'on fait d'abord confiance à ceux que l'on connaît, aux individus situés, ancrés dans la vie locale. Quels effets ces tendances ont-elles sur le fonctionnement de l'espace politique ?

La faible sociabilité horizontale (faite de liens sociaux noués avec des personnes non connues, sur la base de l'intérêt mutuel) et le faible investissement dans les corps intermédiaires nourrit de très fortes attentes à l'égard de la classe politique, censée réguler l'ordre public et permettre aux individus de s'épanouir. L'homme politique idéal devrait être tout donné à la cause publique, se pencher avec empathie sur tous les problèmes que vivent les gens ordinaires, de manière à les résoudre. Il ne devrait toucher que le salaire moyen pour partager la condition de tout un chacun et être à l'image du Français moyen. Comme toujours, lorsque les attentes sont très fortes, les déceptions le sont aussi. Et donc la critique de l'homme politique, qui n'arrive pas à être à la hauteur de l'idéal d'un saint laïc, est très forte.

Faiblesse des partis politiques

Le rapport à la politique est donc un rapport critique. Les représentants déçoivent très facilement des Français qui se sentent donc peu représentés et coupés du monde du pouvoir ; ils investissent peu dans les partis politiques, préférant les mobilisations ponctuelles autour d'objectifs particuliers. Les médiations partisanes fonctionnent donc mal. Normalement les partis sont des lieux de régulation des intérêts des différents groupes sociaux et de construction de programmes politiques cohérents, ils doivent exprimer, mais aussi canaliser, les demandes sociales. Ils doivent normalement donner du sens à la vie collective, être en un mot des médiateurs entre les citoyens et le pouvoir. Peu investis, très critiqués, ils sont souvent perçus comme poursuivant plutôt l'intérêt de leurs membres et de leurs leaders que ceux de la société. Cette mauvaise posture des partis n'est pas propre à la France comme Katz et Mair l'ont montré dans leur théorie sur les partis de cartel (ou partis cartellisés)⁶ : les partis tendent à être de plus en plus coupés de la société civile mais davantage reliés à des Etats qui leur fournissent des ressources pour fonctionner (ils se bureaucratisent et deviennent des agences semi-publiques). Les partis agiraient de plus en plus ensemble comme un cartel

⁶ L'article initial présentant cette théorie (Katz, Mair, 1995) est traduit en français dans Aucante, Dézé, 2008.

monopolisant le pouvoir (et en excluant les partis non gouvernementaux), dans des coalitions peu représentatives qui génèrent le mécontentement citoyen. Evidemment le problème ne peut qu'être plus fortement ressenti en France où les partis ont toujours été faibles, se sont constitués tardivement et n'ont jamais eu beaucoup d'adhérents. De plus, aujourd'hui, les adhérents sont extrêmement volatiles et intermittents, actifs seulement au moment des précampagnes électorales pour participer à la désignation des candidats présidentiels. La fidélité du militant convaincu, qui était une force pour les organisations partisans, se fait rare dans une société d'individualisation, où le rapport aux organisations est plus critique, même chez ceux qui en sont membres (Ion, Franguiadakis, Viot, 2005).

La faiblesse partisane fait que la vie politique locale est beaucoup moins investie par les partis que dans d'autres pays européens, notamment là encore dans les pays nordiques. Parmi les 540 000 conseillers municipaux français – dont 375 000 sont entièrement bénévoles - beaucoup ne sont pas membres d'un parti.

Il est très difficile de préciser le nombre d'adhérents aux partis politiques français, vu le caractère non contrôlé de l'adhésion et la tendance de nombreux partis à gonfler les effectifs annoncés. Les chiffres sont aussi de plus en plus fluctuants, montant en période préélectorale, baissant après. On peut cependant citer un ordre de grandeur d'environ 700 000 adhérents pour l'ensemble du spectre politique, soit environ 1,5 % du corps électoral, un des taux les plus bas d'Europe, comme pour l'adhésion syndicale. La faiblesse des partis français aboutit aussi à ce que la France ne dispose pas d'une classe politique très fournie. Parmi les fonctions des partis politiques, celle de sélectionner les élites politiques, en choisissant les candidats qui représenteront le parti dans une élection, est une fonction capitale (Bréchon, 1999). La base des adhérents étant peu fournie, le choix des candidats s'opère assez souvent sur la base d'une compétition limitée, notamment dans les petits partis. Cette faible pression à la candidature pourrait contribuer à expliquer le fort cumul des mandats que la France connaît, phénomène qui est aujourd'hui très contre-productif, dans le contexte de crise de la représentation. Enfin, on peut se demander si cette faiblesse des médiations partisans ne contribue pas à expliquer notre système politique lui-même, marqué par la force de sa monarchie présidentielle.

La comparaison des sociétés civiles européennes amène au fond à constater que le clivage entre pays de l'Europe du sud et du nord reste assez prégnant. Ce clivage s'enracine dans le temps long, à travers la matrice religieuse des cultures. La culture catholique a donné

naissance à des sociétés plus verticales et hiérarchiques, avec un Etat fort dont on attend tout et une faiblesse des corps intermédiaires. Du fait de cette faiblesse, les nombreuses critiques ne peuvent donc pas se muer facilement en contre-pouvoir efficace (Rosanvallon, 2006). Les pays protestants d'Europe du nord ont généré des cultures plus démocratiques, décentralisées, un civisme beaucoup plus développé, avec des corps intermédiaires forts et des politiques publiques plus égalitaires et redistributrices.

Bibliographie

- Aucante Yohann, Dézé Alexandre (direction), 2008. *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Sciences po les presses.
- Bréchon Pierre, 2009. *La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale*. La documentation française.
- Belchior Ana Maria, 2010. « Elites e cidadãos na perspectiva da representação política », in José Manuel Leite Viegas (ed.), *Participação e Deliberação Democrática*, (no prelo).
- Bréchon Pierre, 2007. "French Values, between Southern and Northern Europe". In Thorleif Pettersson, Yilmaz Esmer (eds.), *Changing Values, Persisting Cultures. Case Studies in value Change*. Leiden: Brill, p. 219-245.
- Bréchon Pierre, 2002. « Des valeurs politiques entre pérennité et changement », *Futuribles, Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme*, numéro spécial 277, juillet-août, p. 95-128.
- Bréchon Pierre, 1999. *Les partis politiques*, Monchrestien, coll. Clefs.
- Bréchon Pierre, Galland Olivier (direction), 2010. *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin.
- Bréchon Pierre, Tchernia Jean-François (direction), 2009. *La France à travers ses valeurs*, Armand Colin.
- Cayrol Roland, Parodi Jean-Luc, Ysmal Colette, *Le député français*, Paris, Armand Colin, 1973.
- Converse Philip E., Pierce Roy, *Political Representation in France*, Cambridge Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 1986.
- Costa Olivier et Kerrouche Eric, *Qui sont les députés Français ? Enquête sur des élites inconnues*. Presses de sciences po, 2007.

- Duhamel Olivier, « Députés sondés », dans SOFRES, *L'état de l'opinion*, Seuil, 1991, p. 163-177.
- Ion Jacques, Franguiadakis Spyros, Viot Pascal, 2005. *Militer aujourd'hui*, Autrement.
- Katz Richard S., Mair Peter, 1995. « Changing Models of Party Organizations and Party Democracy, the Emergence of the Cartel Party », *Party politics*, 1/1, p. 5-28.
- Rosanvallon Pierre, 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil.
- Willaime Jean-Paul, "Religious and Secular France between Northern and Southern Europe, *Social Compass*, March 1998, n° 45, p. 155-174.